



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à AQUALTER l'exploitation de son service public d'assainissement collectif pour les communes des secteurs Est et Ouest par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 2 avenants.

L'article 64 du contrat de concession stipule que le Délégué est chargé de percevoir auprès des usagers, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, une somme dite « surtaxe » prévue par l'article R. 2224-19-1 al. 3 du Code général des collectivités territoriales.

Un mandat d'autofacturation est confié par Montpellier Méditerranée Métropole au Délégué. L'article 64, modifié par un avenant 2 au contrat, prévoit également les modalités de reversement par le Délégué à Montpellier Méditerranée Métropole du montant facturé pour son compte.

Dans le cadre de la simplification des procédures prévues au contrat de délégation et pour préparer le mode de fonctionnement qui sera en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite modifier, en vertu de l'article R. 3135-7 du Code de la commande publique qui prévoit que les modifications à un contrat de délégation de service public peuvent être faites si elles n'ont aucun caractère substantiel, l'article 64 du contrat pour ne plus confier au délégué la facturation et le recouvrement, en son nom et pour son compte, de la « surtaxe » collectée auprès des usagers pour le déversement des eaux usées domestiques et assimilées.

Au titre de l'article 65.1 du contrat de délégation de service public, les trois exploitants en charge du service public de distribution d'eau potable sont chargés d'assurer pour le compte du Délégué du service de l'assainissement la facturation et l'encaissement de la redevance assainissement correspondant au service délégué pour les usagers domestiques et assimilés.

Ainsi un avenant aux trois conventions de facturation sera proposé au Délégué par les trois exploitants en charge du service public de l'eau potable, dans les 30 jours suivants la notification du présent avenant, afin de prendre en considération la situation selon laquelle le Délégué n'est plus chargé de la perception de la surtaxe au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole pour les usagers domestiques et assimilés.

Le Délégué conserve en revanche la facturation et le recouvrement de la part collectivité liée aux conventions spéciales de déversement.

L'article 30.2.3 du contrat initial est toutefois modifié afin de mettre en cohérence cet article avec la pratique mise en œuvre depuis le début du contrat. En effet, depuis le début de l'exécution du contrat de délégation de service public, le Délégué est en charge de la facturation des redevances pour les usagers rejetant dans le réseau de collecte des eaux usées non domestiques. Ainsi cet avenant régularise la pratique existante et laisse à la charge du Délégué la facturation et le recouvrement des redevances liées aux conventions spéciales de déversement pour la part délégué et pour la part collectivité.

Le présent avenant n'a aucun impact financier sur le Délégué.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le projet d'avenant n°3 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156876-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant 3 Version Definitive2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.